

## **Vœu en soutien au secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE)**

Outil indispensable de lutte contre les exclusions et contre la spirale du chômage de longue durée, l'insertion par l'activité économique est aujourd'hui fortement menacée.

En effet, le projet de loi de finances pour 2026 prévoit de baisser de près de 200 millions les crédits dédiés à l'insertion par l'activité économique ainsi budgétisés à hauteur de 1.29 milliard d'euros. Si l'examen à l'Assemblée nationale a permis de revoir à la hausse les crédits notamment par des amendements portés par les réseaux de l'insertion, c'est malheureusement la copie initiale du texte qui est présentée aux Sénats mettant à mal un maillon essentiel de l'insertion.

Après une baisse de 4% des crédits en 2025, ces nouvelles annonces sont une menace directe à la survie de nombreuses structures d'insertion par l'activité économique (SIAE), pourtant partenaires essentiels de nos collectivités, et constitue également un facteur d'aggravation de la précarité sur nos territoires. Cela représente une estimation de 20 000 postes en moins répartis ainsi : 6 000 postes dans les ACI (ateliers et chantiers d'insertion), 5 000 dans les AI (associations intermédiaires), 1 600 dans les EI (entreprises d'insertion) et 3 700 dans les ETTI (entreprises de travail temporaire d'insertion).

Chaque année plus de 300 000 personnes sont accompagnées sur le chemin de l'emploi et gagnent en autonomie grâce aux 4 600 structures d'insertion par l'activité économique qui permettent également de lever les freins à l'emploi. Avec ces nouvelles coupes drastiques, ce sont près de 60 000 personnes très éloignées de l'emploi qui ne bénéficieront pas d'un accompagnement adapté.

L'équilibre budgétaire et la pérennité des SIAE atteignent un point de bascule alors que leurs missions se révèlent indispensables pour répondre aux objectifs fixés par le gouvernement dans la mise en œuvre notamment de la loi sur le plein emploi. Les mesures d'austérité annoncées constituent un recul social majeur contredisant les ambitions affichées en matière d'emploi et de lutte contre la pauvreté. En outre, elles pourraient in fine conduire à la fermeture de structures, à des licenciements mais également un accroissement de l'exclusion et un coût important pour les collectivités déjà exsangues.

A l'heure où le niveau de pauvreté atteint des sommets (15,4% en 2023 selon les chiffres Insee 2025), il est urgent de limiter la casse sociale et cela passe inévitablement par le soutien à l'insertion. Rappelons que vivre au RSA c'est vivre en deçà du seuil de pauvreté fixé à 60% du niveau de vie médian (1 288 euros). C'est pourquoi, soutenir le secteur de l'IAE c'est promouvoir un modèle d'émancipation qui incarne la solidarité, la cohésion sociale et la réduction des inégalités.

**Nous formulons donc les vœux suivants auprès de Jean-Pierre Farandou, Ministre du travail et des Solidarités :**

- **que le Gouvernement renonce à ces coupes budgétaires et maintienne intégralement les crédits jusque-là alloués à l'IAE ;**
- **que soient ainsi réintégrés les 3 amendements portés par les fédérations d'insertion prévoyant 244 millions pour financer les aides au poste, 35 millions**

**pour le PIC-IAE destiné à la formation des salariés en insertion et 40 millions pour le Fonds départemental d'insertion ;**

- **que soit garantis la pérennité et le développement de l'IAE, secteur stratégique pour l'emploi et la justice sociale.**

Caroline Roger-Moigneu



Anne Françoise Courteille

